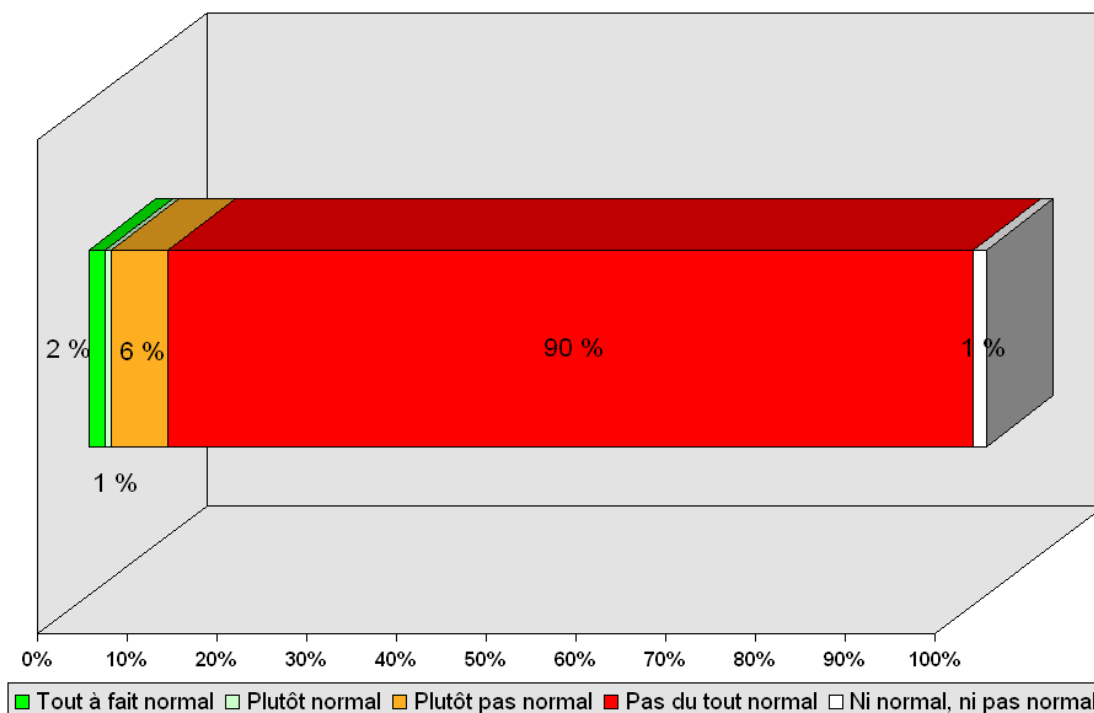


VII

EAU ET POLLUTION

1. Question 10 :

Q10. La pollution des rivières par les activités humaines est due autant aux activités des ménages qu'aux activités économiques (industrielles et agricoles). Trouvez-vous normal que des rejets polluants soient encore déversés sans traitement préalable dans les rivières ?



90% de la population interrogée ne trouve pas du tout normal que les rejets polluants soient encore déversés sans traitement préalable dans les rivières. Un tel soutien de la population doit permettre de maintenir l'effort en matière de dépollution.

Les 9 points obtenus par les autres modalités de réponse laissent penser qu'il existe une petite tolérance par rapport à la pollution.

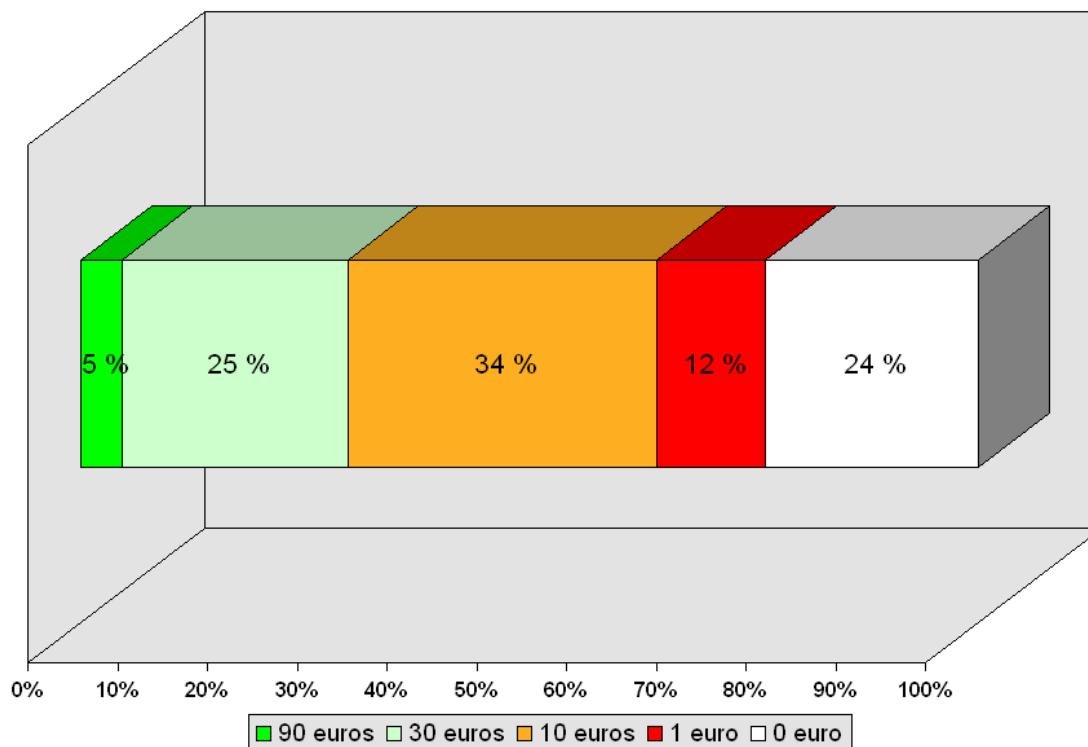
Les répondants âgés de 20 à 59 ans sont en terme d'âge la partie de la population qui trouve le plus anormal que des rejets polluants soient encore déversés dans les rivières (20 à 39 ans : 92% « pas du tout normal » ; 40 à 59 ans : 91% « pas du tout d'accord »).

A contrario les agriculteurs sont la catégorie professionnelle qui modère le plus sa position. Même si un fort pourcentage ne trouve pas normal ces rejets la part des « pas du tout normal » est plus petite (73%) et celles « plutôt pas normal » est beaucoup importante (19%) que pour les autres catégories socio professionnelles.

On observe très logiquement une répartition similaire en ce qui concerne les villes de moins de 500 habitants par rapport aux communes plus grandes.

2. Question 11 :

Q11. La pollution des rivières vient des activités humaines. Dépolluer coûte cher. Combien êtes-vous prêt à payer chaque année en plus de ce qui est déjà compris dans votre facture d'eau pour éliminer la pollution des rivières ? Choisissez la proposition qui vous convient le mieux.



Deux tiers de l'échantillon sont prêt à payer au moins 10 euros en plus sur leur facture d'eau pour éliminer la pollution des rivières. Près d'un tiers est même prêt à payer au moins 30 euros.

Ces résultats montrent qu'une partie de la population a bien compris que la dépollution a un coût et est prête à y contribuer.

Les personnes âgées de 40 à 74 ans sont celles qui le plus, ne souhaitent rien payer en plus de leur facture d'eau (40 à 59 ans : 27% de « 0€ » ; 60 à 74 ans : 28% de « 0€ »).

C'est parmi les 39 ans et moins que l'on trouve le plus de personnes prêtes à payer 30 euros et plus en supplément à leur facture d'eau (0 à 19 ans : 7% de « 90€ » et 28% de « 30€ » ; 19 à 39 ans : 5% de « 90€ » et 30% de « 30€ »).

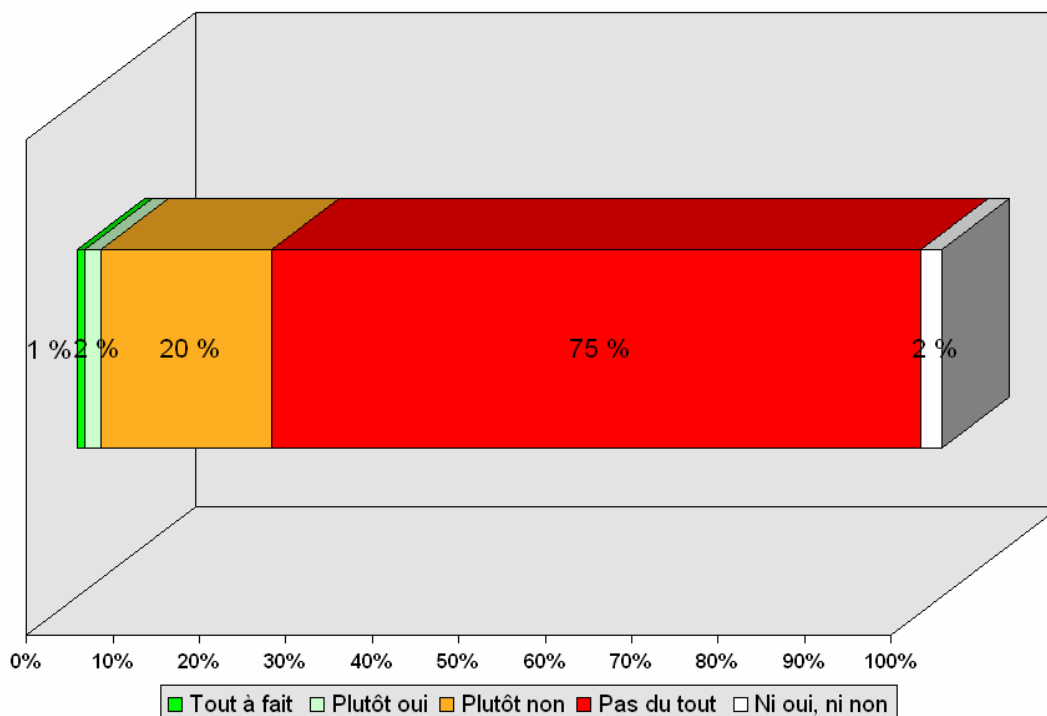
Les employés et les cadres sont globalement les deux catégories qui sont les plus disposés à payer en plus de leur facture d'eau (employés : 66% de « 10€ » et plus ; cadres : 72% de « 10€ » et plus). Les agriculteurs (42% de « 1€ et moins »), les ouvriers (46% de « 0€ » et « 1€ ») et les retraités (40% de « 0€ » et « 1€ ») celles prêtes à payer le moins.

De même dans les villes de plus de 100 000 habitants, on est prêt à payer plus.

Payer pour dépolluer est donc étroitement lié au profil socioculturel des personnes et à leur âge.

3. Question 12 :

Q12. La pollution des nappes (eaux souterraines) expose les hommes à des difficultés d'approvisionnement en eau potable dès maintenant et pour le futur. Acceptez-vous que certaines réserves en eau potable (naturelles) puissent être polluées en partie pour permettre le développement économique ?



La réponse est sans ambiguïté. Les 3/4 de la population interrogée n'est pas du tout d'accord avec l'idée que certaines réserves en eaux potables puissent être polluées en partie pour permettre le développement économique.

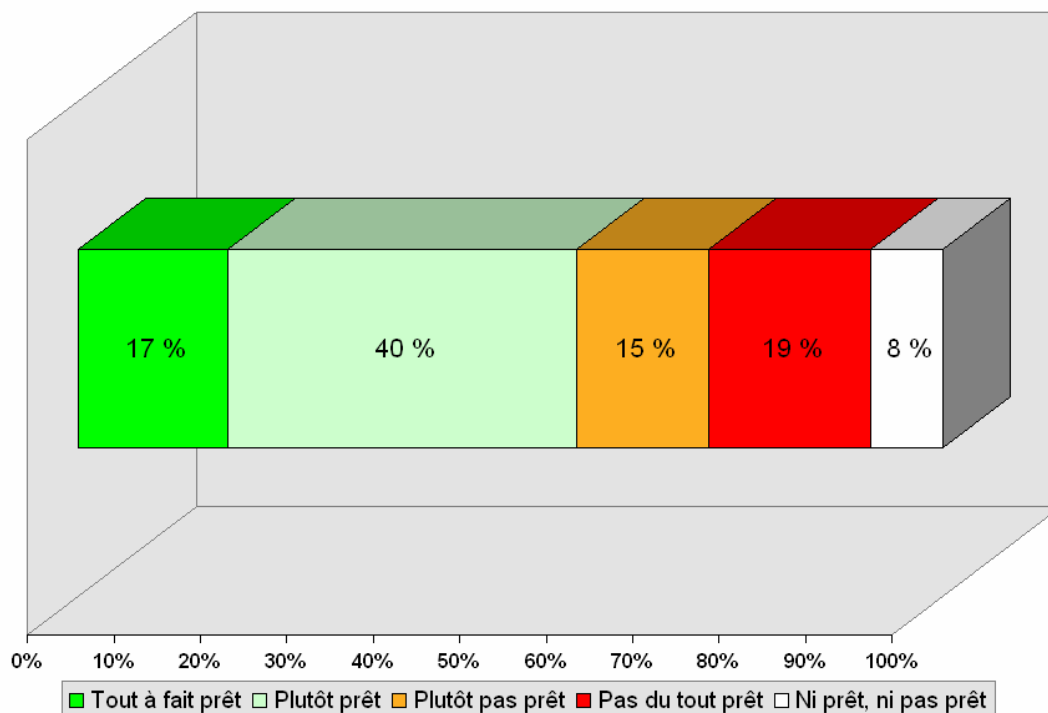
Le public place donc l'intérêt écologique (et vital) devant l'intérêt économique. La richesse économique à tout prix n'est pas privilégiée.

Se sont les 75 ans et plus (7% de « tout à fait » et « plutôt oui ») et les 19 ans et moins (5% de « tout à fait » et « plutôt oui ») qui sont les plus prêts à faire des concessions en la matière, même si les avis « plutôt non » et « pas du tout » restent très majoritaires.

Il en est de même pour l'analyse par profession pour les agriculteurs (5% de « tout à fait » et « plutôt oui ») et les retraités (3% de « tout à fait » et « plutôt oui »).

4. Question 13 :

Q13. Pour permettre de produire mieux en respectant l'environnement et les ressources en eau, êtes-vous disposé à payer un peu plus cher certains produits ménagers et alimentaires ?



Comme lors des questions impliquantes, le résultat est moins tranché. 57% de la population interrogée se sent prête à payer un peu plus chers certains produits alimentaires et ménagers pour respecter l'environnement. Un tel résultat est symptomatique de la prise de conscience que la préservation de l'environnement aura un coût dans notre vie quotidienne.

Plus l'on vieillit, plus on est globalement prêt à payer plus cher certains produits. Les cadres (69% sont « tout à fait » et « plutôt prêt »), les artisans (60% sont « tout à fait » et « plutôt prêt ») et les agriculteurs (63% sont « tout à fait » et « plutôt prêt ») sont les catégories socio professionnelles qui sont les plus prêtes à payer plus.

On peut donc penser que l'acceptation ou non est donc liée au niveau de vie des répondants.

C'est également dans les grandes villes que l'on est le plus prêt à cet effort

Il est intéressant de noter qu'ici les plus de 40 à 74 ans sont prêts à faire l'effort financier, cette fois dans le cadre d'achats de produits, alors qu'ils étaient les moins enclins à payer plus cher pour la dépollution, dans le cadre de la facture d'eau.

5. Analyse des avis libres liés au thème et aux enjeux « Eau et Pollution » :

De nombreux avis libres exprimés par les répondants sont liés au thème de la pollution.

Les répondants ont mis en avant (1795 citations) des **mauvaises conduites ou des mauvais choix**. « **On ne fait pas ce qu'il faut** ».

De nombreux exemples, avérés ou issus des idées reçues des répondants, ont été communiqués par les avis libres: Il est intéressant de souligner que les 3 grandes familles d'acteurs économiques sont citées dans des proportions identiques.

Pour l'agriculture, nous citerons l'utilisation de produits chimiques, les remembrements anarchiques, les drainages et prélèvements sauvages, mais également la présence de vaches au dessus de captage, les cultures inadaptées (maïs), ou les produits rejetés dans les rivières.

Pour les industries, il est essentiellement fait état de produits rejetés dans les rivières pour faire l'économie du recyclage. Les personnes donnant ce type d'exemple estiment que qu'il n'y a pas, avec le temps, de changement dans les manières de procéder.

Pour les consommateurs sont cités le rejet des déchets encombrants dans la nature et le lavage des véhicules dans la rue. Dans un autre ordre d'idée à rapprocher du gaspillage, sont également cités la consommation d'eau potable inutilement dans les cuvettes de WC ou pour l'arrosage des jardins.

Ce dernier thème est également cité pour les institutions et les collectivités à qui il est également reproché de donner de mauvais conseils.

La règle selon laquelle **le pollueur doit être le payeur** est souvent énoncée par les répondants. Cette règle s'accompagne très souvent du fait qu'elle n'est pas respectée ou appliquée.

Les trois grandes familles d'utilisateurs d'eau ont été visées par les répondants mais ce sont **les industries** (1368 citations) et **les agriculteurs** (1277 citations) pour lesquels il a été le plus demandé d'appliquer la règle et donc de **plus taxer** ces acteurs de l'économie.

Il est intéressant de noter que si les agriculteurs ont été très souvent cités dans les verbatim, **les industries conservent une forte image de gros pollueurs auprès du grand public**.

Par ailleurs une partie des répondants pensent que certains **industriels ne sacrifieront pas le profit** et que **d'autres préféreront payer que protéger** (349 citations). A propos des produits dangereux, rappelons qu'il est suggéré de **moins en fabriquer et utiliser** (1312 citations). Pour certains répondants, les industriels, fabricants de ces produits, ont la clé pour les rendre moins polluants et dangereux, même s'ils deviennent moins performants.

Quelques répondants soulignent que les **rapports entre l'eau et les activités économiques** ne sont pas toujours faciles (78 citations). Dans ce cas, sont

exprimées des craintes de délocalisations, de pertes de compétitivité nuisibles à l'emploi. Pour ces répondants il convient d'être attentif à ne pas être excessif et à ne pas handicaper l'industrie.

Quelques répondants regrettent que les **agriculteurs** qui représentent une petite partie de la population conservent une sorte **de privilège et continuent de polluer**.

La situation économique difficile fait que si la quasi-totalité des ménages est favorable aux efforts de la société pour améliorer **la qualité de l'eau, tous ne sont pas prêts à payer pour cela**.

Certains accepteraient de participer à l'effort de lutte contre la pollution, sous la condition d'obtenir la garantie que tous les acteurs participent équitablement à cet effort et de connaître la destination précise de l'argent versé. Celui-ci doit naturellement être correctement utilisé.

D'autres déclarent être prêts à faire des efforts autres que financiers et suggèrent **d'arrêter de polluer, avant de dépolluer** (632 citations).